

## **C.P.E. et Affaire CLEARSTREAM**

Le comportement, au cours de ces derniers mois, du gouvernement actuel donne une bien mauvaise image de la société française et de ses institutions, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

La tentative, heureusement avortée, de destruction de notre code du travail et d'accroissement de la précarisation – à travers l'instauration du C.P.E. – a permis, au delà de nos simples clivages politiques ou syndicaux, de rassembler des millions de citoyens désireux de préserver leurs acquis sociaux, soucieux de leur futur professionnel. Mais, encore aujourd'hui, nous devons rester vigilants. La loi sur l'égalité des chances (!) reste d'actualité, et le C.N.E. – malgré les dernières décisions prud'homales – n'est pas encore mort. La volonté manifeste du gouvernement actuel de passer outre tout débat parlementaire – en utilisant de manière arbitraire le 49-3 de notre constitution et la décision du Conseil Constitutionnel de déclarer de ne pas rendre anticonstitutionnel l'article relatif au C.P.E. traduisent parfaitement la volonté manifeste de cette droite libérale de supprimer le modèle social à la française. Le débat précarité / solidarité apparaît comme l'un des thèmes forts des prochaines échéances que nous devons d'ores et déjà faire vivre.

L'affaire CLEARSTREAM, les agissements du Premier ministre et de son ministre de l'intérieur, leurs mensonges, leurs contrevérités, leurs avidités en vue des prochaines échéances électorales, sont tels que la confiance que nous pourrions accorder à cette V<sup>ème</sup> république s'amenuise un peu plus chaque jour, discréditant de fait nos institutions. A cette occasion, je reprendrais les propos de Julien DRAY – Porte-parole du Parti Socialiste « Une profonde crise est ouverte et elle ne peut pas simplement être résolue par des déclamations du chef du gouvernement sur son honnêteté et sa rigueur ». La publication le 3 mai dernier du témoignage du Général Rondot dans un grand quotidien national, et qui apporte la preuve que le premier ministre avait donné l'ordre d'enquêter sur de nombreux hommes politiques, de droite et de gauche, en dehors de toute compétence, et dans des conditions de nature à contourner la justice et à circonvenir rivaux et opposants, montre concrètement le peu de respect qu'a le chef de gouvernement tant vis-à-vis des institutions que des représentants du peuple que nous sommes.

Cette nouvelle crise du régime tourne à la désagrégation de l'Etat. Le fonctionnement institutionnel n'est plus. Aussi, il appartient aux citoyens, aux élus, de mettre en application ce qu'Arnaud Montebourg et d'autres avaient engagé il y a plus de trois ans, à savoir la construction d'une république nouvelle – la **VI<sup>ème</sup> République** – en rétablissant le plus ancien des principes de la démocratie, et le plus piétiné depuis 2002, le principe de responsabilité.

Jean LAUNAY